

**COUR D'APPEL DE
OUAGADOUGOU**

**TRIBUNAL DE
COMMERCE
DE OUAGADOUGOU**

**RG : 342
du 31/07/2019**

Affaire :

LAICO Burkina SA

Contre

**SATPLAY-IN &
Associés**

**Assignation en référé
provision**

COMPOSITION :
Présidente :
KOANDA/DERA N.
Safièta
Greffier :
TRAORE Abdoulaye

DECISION :
(Voir dispositif)

L'an deux mil dix-neuf ;

Et le neuf août;

Nous, **DERA Safièta Nawalagumba épouse KOANDA**,
Président du Tribunal de Commerce de Ouagadougou ;
Statuant en matière de référé en notre cabinet, avec l'assistance
de **TRAORE Abdoulaye**, Greffier ;

Avons rendu la décision dont la teneur suit dans la cause
opposant :

LAICO Burkina, société anonyme au capital de 32 542 134
058 FCFA, dont le siège social est situé à Lybia, centre
commercial, 5e étage, 01 BP 1616 Ouagadougou 01,
représentée par son directeur général, lequel élit domicile au
Cabinet d'Avocats Maître Mamadou S. TRAORE, sis villa
place Naaba Koom, 11 BP 721 CMS Ouagadougou 11, TEL :
25 31 62 79 Email : cbmstavocat@yahoo.fr;

Demandeur d'une part ;

SATPLAY-IN & Associés, société à responsabilité limitée,
dont le siège social est à Ouagadougou, 10 BP 13900
Ouagadougou 10, Tél 70 21 14 52, représentée par son gérant ;

Défendeur d'autre part ;

Vu la requête afin d'être autorisé à assigner en référé de LAICO
Burkina SA, en date du 17 juillet 2019 ;

Vu l'ordonnance n°533/2019 du même jour, autorisant LAICO
Burkina SA à assigner en référé pour la date du 02 août 2019
SATPLAY-IN & Associés ;

Vu l'exploit d'huissier de justice de Maître Martin P.
NIKIEMA, en date du 29 juillet 2019, tenant lieu d'assignation
en référé ;

FAITS, PRETENTIONS ET MOYENS DES PARTIES

Pour se voir accorder une provision de quatre millions trente-
six mille huit cent cinquante (4 036 850) francs CFA, LAICO
Burkina SA a donné assignation en référé à SATPLAY-IN &
Associés comparaitre par devant le Président du Tribunal de
Commerce de Ouagadougou le 02 août 2019 à neuf (9) heures.

Elle explique qu'en mai 2015, elle a donné à bail professionnel
à SATPLAY-IN & Associés son local sis au centre commercial

de Ouaga 2000 moyennant un loyer mensuel de 164 491 francs CFA HT et hors les charges d'électricité, d'eau, de gardiennage et d'entretien. Depuis 2017, celui-ci paie de façon irrégulière les loyers et a accumulé des arriérés. Plusieurs fois, des mises en demeure lui ont été faites mais sans succès. A la date de ce jour, il cumule quatre millions trente-six mille huit cent cinquante (4 036 850) francs CFA de loyers dus.

Sur le fondement de l'article 464 3) du code de procédure civile, LAICO Burkina SA sollicite que SATPLAY-IN & Associés soit condamnée à lui accorder une provision de la somme indiquée.

Elle réclame en outre la condamnation de celle-ci à lui payer sept cent cinquante mille (750 000) francs CFA de frais exposés et non compris dans les dépens.

SATPLAY-IN & Associés a été représentée à l'audience par NANEMA Issa, actionnaire, mandaté à cet effet. Ce dernier explique que la dette n'est pas contestée, cependant, la société fait face à des difficultés dont les solutions de sortie seront présentées à une assemblée générale prochaine. Il sollicite un délai au créancier pour proposer un moratoire de paiement.

Sur ce, la présente décision a été rendue :

DISCUSSION

1. De la recevabilité de la demande

Conformément à l'article 465 du code de procédure civile, LAICO Burkina SA a été dûment autorisée par ordonnance n°533/2019 du 17 juillet 2019, à assigner SATPLAY-IN & Associés en référé-provision.

L'assignation, faite par exploit de Maître Martin P. NIKIEMA, huissier de justice, a respecté les prescriptions des articles 437 et suivants du code de procédure civile.

Il y a lieu de la déclarer recevable.

2. De la provision

L'article 464 3) du code de procédure civile dispose que le président du tribunal peut « accorder une provision au créancier dans le cas où l'existence de l'obligation n'est pas sérieusement contestable ».

Les pièces de la cause ainsi que les déclarations du représentant de SATPLAY-IN & Associés attestent que la dette de quatre millions trente-six mille huit cent cinquante (4 036 850) francs CFA est reconnue par la requise. Son obligation de paiement de

la somme dite n'est pas contestée, elle n'est pas sérieusement contestable. Il suit que la provision demandée sera accordée.

3. Des frais exposés non compris dans les dépens

Par application de l'article 6 de la loi portant organisation judiciaire au Burkina Faso, ces frais sont payés à la partie gagnante par celle perdante.

En l'occurrence, SATPLAY-IN & Associés est la partie perdante pour avoir été condamnée à la provision. Il doit être condamné à payer à la demanderesse les frais qu'elle réclame, mais dans la limite de cinq cent mille (500 000) francs CFA.

4. Des dépens

Il résulte de l'article 394 du code de procédure civile que toute partie qui succombe est condamnée aux dépens.

Dans le cas d'espèce, SATPLAY-IN & Associés a succombé. Il échet de le condamner aux dépens.

PAR CES MOTIFS

Statuant contradictoirement, en matière de référé et en premier ressort :

Déclarons LAICO Burkina SA recevable en sa demande.

Lui accordons une provision de quatre millions trente-six mille huit cent cinquante (4 036 850) francs CFA à lui payer par SATPLAY-IN & Associés.

Condamnons SATPLAY-IN & Associés à lui payer la somme de cinq cent mille (500 000) francs CFA à titre de frais exposés et non compris dans les dépens.

Condamnons SATPLAY-IN & Associés aux dépens.

Ainsi ordonné les jour, mois et an que dessus ;

Et ont signé :

Le Président



Le Greffier

